

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 23 novembre 2016

Aujourd'hui, le vingt-trois novembre deux mille seize à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Louis Barthou au Parlement de Navarre à Pau sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES

Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE,

Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / Acquisition de la gravière de Cahuzac sur Adour : Autorisation de signature

Exposé des motifs :

La SAFER a informé l'Institution Adour d'un projet de cession d'une ancienne gravière située en rive droite de l'Adour, sur la commune de Cahuzac-sur-Adour (32).

Il est à noter que l'exploitation de ces plans d'eau a été stoppée il y a deux ans. Toutefois, les services de la DRIRE (DREAL Occitanie) suivent toujours ces plans d'eau, mais ils devraient être « déclassés » prochainement et ne seront donc plus considérés comme des ICPE.

Numéro de parcelle	Surface (ha)	Commune	Lieu-dit	Nature	Zone urbanisme
C348	0,56	Cahuzac-sur-l'Adour	Au Cantaou	Lac	RNU, bien situé dans un hameau
C349	6,38				
C350	1,74				
C351	6,2770				
C354	0,5750				
ZH2	7,3245	Tasque	A Magens	Mare	
ZI11p	10,5911		Irague		

➤ Situation foncière

• Situation actuelle :

Vente par Madame DE SAINT-JULIEN (Stanek Dolorès) de parcelles qui ont été exploitées par les carrières GAMA : ZI11 - C349 - C350 - C354 - C351 - ZH2, sur les communes de Cahuzac-sur-Adour et Tasque, pour une superficie d'environ 38 ha pour 38 000 €, soit un montant de 1000 €/ha. Sur ces parcelles on recense trois plans d'eau dans leur totalité et un plan d'eau partiel.

Un sous seing privé de vente a été signé récemment avec un particulier dont l'objectif est d'installer une pisciculture, avec développement de circuits-courts et agrotourisme.

La SAFER 32 a maintenu le délai de préemption de deux mois dont elle dispose vis-à-vis de cette vente (la demande formulée par l'acquéreur auprès de la SAFER pour réduire ce délai à 72h, a été rejetée).

Un second acquéreur s'est également positionné : l'association d'irrigants AGIVA, dans le but de créer une station de pompage dans les bassins créés par l'arrêt d'exploitation de la carrière.

Coût de l'opération :

- Valeur du foncier 38 460 €
- Frais premier passage chez le notaire (préemption SAFER) : 2 000 €
- Frais SAFER (12% car hors convention IA) : 4 615 €
- Frais premier passage chez le notaire (préemption SAFER : 2 100 €)

• Fonctions de ces plans d'eau :

Deux principales fonctions peuvent être attribuées aux trois plans d'eau concernés par la vente :

- Une fonction hydrologique : soutien d'étiage de l'Adour (point nodal d'Aire-sur-l'Adour) en tant qu'apport pouvant répondre ponctuellement à une baisse des débits à Aire.
- Une fonction écologique : ces plans d'eau peuvent être aménagés/réhabilités afin de constituer une zone de réserve et de quiétude. Ce nouveau site pourrait venir en complément du site de la Maison de l'Eau et du réservoir de La Barne.

↳ *Fonction hydrologique : réalimentation de l'Adour :*

Un pompage peut être envisagé dans le plan d'eau situé le plus en aval en rive droite du canal du Bas Alaric, d'une profondeur de 14m, avec un rejet dans le Bas Alaric qui conflue avec l'Adour quelques centaines de mètres plus à l'aval.

Des études et une expérimentation de pompage doivent être réalisés lors des futures campagnes d'étiage (exemple de l'expérimentation du pompage dans la gravière de Vic-en-Bigorre), afin d'estimer les connexions entre les différents plans d'eau de la gravière (et un effet du pompage sur les plans d'eau amont, notamment celui concerné par le ski nautique), et entre ce plan d'eau et la nappe de l'Adour. Ceci permettra d'estimer l'abaissement du plan d'eau qui pourra être acceptable sans impact négatif sur les plans d'eau amont et les activités présentes ou futures) > règles de gestion des plans d'eau et règles de gestion du pompage (hauteurs d'eau).

Les aspects techniques à prendre en considération seraient les suivants :

- Impacts sur la qualité de l'eau du pompage, sur le canal du Bas Alaric et sur l'Adour
- Impacts sur la fonction hydrologique des autres plans d'eau, de l'Adour et de sa nappe (déterminer les connexions existantes)
- Situation des puits agricoles alentour
- Ne pas avoir d'impact sur le pompage pour l'usine d'eau potable de Tasque située en amont de la gravière (impacts sur la nappe alluviale de l'Adour)

➤ Situation des autres plans d'eau de la gravière de Cahuzac :

- Le plan d'eau situé le long de la route communale est en cours d'acquisition par une association de Marciac, « Les asticots vaillants » pour un prix légèrement inférieur à 1 000 €/ha.
- Du ski nautique est pratiqué sur le plan d'eau amont en bordure de l'Adour, propriété de la commune de Cahuzac.
- Enfin, le plan d'eau situé en bordure de l'Adour le plus à l'aval appartient aux carrières GAMA et sera transmis à la commune de Cahuzac.

L'autorisation du Bureau est sollicitée pour l'acquisition des parcelles et la capacité à signer les actes et tous documents nécessaires à ces achats dans le cadre d'une préemption par la SAFER.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

D'acquérir les parcelles ci-dessus et de solliciter la SAFER afin qu'elle préempte ces terrains pour une somme de 38 460 € hors frais SAFER.

Article 2

Monsieur le Président est autorisé à signer les actes d'acquisition correspondants et à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et Délibéré le 23 novembre 2016 à Pau

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.